



Paris, le 1^{er} octobre 2023

Communiqué de la FSU Île-de-France sur le Plan Régional de santé (PRS3)

La FSU Île de France a pris connaissance du Plan Régional de santé pour la période 2024-2028 . Si les objectifs affichés peuvent faire l'accord, **elle note un décalage flagrant entre les objectifs affichés, les moyens mobilisés et les enjeux en matière de santé** auxquels la Région Île de France est confrontée.

Ce PRS3 s'inscrit dans **un contexte de crise globale** que les patient.e.s, les professionnel.le.s et les élu.e.s ne cessent de dénoncer avec :

- une crise chronique des urgences et de l'hôpital public,
- une situation de la médecine de ville tout aussi préoccupante (la Région Île-de-France est devenue un désert médical),
- un secteur médico-social et de l'aide à domicile en souffrance avec toujours moins de personnels et des crédits restreints, soumis aux dérives du privé lucratif (affaire ORPEA),
- le désengagement de la Sécurité Sociale qui augmente le reste à charge des patients et les renoncements aux soins pour les plus précaires.

La crise sanitaire a fait éclater au grand jour les carences de notre système de santé soumis à des décennies d'austérité budgétaires et de politiques néolibérales.

La FSU revendique

- **un plan d'urgence pour l'hôpital** (fin des suppressions de lits, de la T2A ..) qui suppose d'augmenter le nombre de personnels formés et de mieux les rémunérer,
- **un maillage équitable du territoire par la création d'un service public de premier recours** avec des centres de santé et des médecins salariés pour mettre fin aux déserts médicaux,
- **un pôle public du médicament et des produits de santé** pour lutter contre la pénurie de médicaments,
- **une prise en charge à 100 % par la Sécurité Sociale de la perte d'autonomie,**
- **un statut relevant de la Fonction Publique pour les personnels intervenant en EHPAD ou à domicile** pour viser une revalorisation et une stabilité de l'emploi.

Comme la santé dépend aussi du contexte environnemental (changement climatique, pollution, logement, transports, conditions de travail..) la FSU revendique par ailleurs **une réelle politique de prévention** avec une revivification de la médecine scolaire et étudiante, et de la médecine du travail et le rétablissement des CHSCT.

Enfin, elle condamne le désengagement récurrent de la Sécurité Sociale au profit des complémentaires santé, profondément inégalitaires et coûteuses, et rappelle son exigence de justice sociale à travers une Sécurité Sociale qui rembourse tous les soins prescrits à 100 % .

Au niveau régional, même si la région ne pourra pas compenser les politiques libérales menées au plan national, l'Agence Régionale de Santé (ARS) peut identifier les besoins de chaque département en s'appuyant sur les collectifs de patient.e.s, les organisations syndicales, les élu.e.s.

L'Agence Régionale de santé doit :

- stopper la suppressions de lits, de personnels et de services,
- améliorer la formation des personnels pour de meilleures rémunérations et développer l'attractivité des métiers,
- appuyer la création de centres de santé publics et les services d'accès aux soins (SAS),
- rénover le secteur Psychiatrique public et développer la formation continue des personnels.

La FSU Ile-de-France attend de l'ARS Île de France qu'elle porte à travers ce PRS3 tous les besoins de la région auprès du gouvernement sans s'enfermer dans les contraintes budgétaires imposées – à cet égard nous nous réjouissons de l'avis négatif rendu par le Conseil Régional même si nous ne sommes pas dupes sur les intentions réelles de certain.e.s élu.e.s. Nous attendons de l'ARS qu'elle construise un autre projet et qu'elle exige du gouvernement que le PLFSS 2024 inscrive les réponses budgétaires indispensables à l'accès de tous à un système de santé de qualité.

FSU ILE-DE-FRANCE - 78 RUE DU FAUBOURG SAINT-DENIS 75010 PARIS

Tel : 07 68 16 37 83

Mail : fsu.iledefrance@fsu.fr

